

Modification du Règlement de la Chambre des Députés sur les propositions de loi.

Article I.

Le nouveau chapitre 2 (dont le titre « Des propositions de loi » est conservé) du titre II du Règlement est ainsi rédigé :

Art. 59.

Chaque député a le droit de soumettre des propositions de loi.

Art. 60.

Le député qui entend soumettre une proposition de loi la signe et la remet à la Chambre.

Art. 61.

La proposition de loi est imprimée, distribuée et rendue publique sur le site internet de la Chambre des Députés.

Art. 62.

La proposition de loi est immédiatement transmise au Gouvernement, et, par ce dernier, dans les meilleurs délais pour avis aux chambres professionnelles concernées. Elle est également immédiatement transmise pour avis au Conseil d'État.

Art. 63.

(1) La proposition de loi est renvoyée pour examen par la Conférence des Présidents à une ou plusieurs commissions dans les conditions prévues à l'article 58 (4).

(2) La proposition de loi est inscrite à l'ordre du jour d'une réunion de commission au plus tard quatre semaines à compter son renvoi en commission ou, le cas échéant, lors de la prochaine réunion de commission de la session suivante.

(3) Au plus tard quatre semaines à compter de la réunion visée au paragraphe précédent, la commission nomme, à la majorité absolue, un de ses membres en qualité de rapporteur.

(4) Dès que l'avis du Conseil d'État a été obtenu, la commission peut, sur proposition de son président, fixer un délai dans lequel le rapporteur lui soumet son projet de rapport. La commission peut, le cas échéant, décider de prolonger ce délai ou de nommer un nouveau rapporteur.

(5) Passé le délai visé au paragraphe précédent, la commission peut charger son président de demander que l'examen de la proposition de loi soit inscrit à l'ordre du jour d'une des prochaines séances de la Chambre.

(6) Le député qui est l'auteur de la proposition de loi peut, à tout moment, demander des explications à la commission sur l'état de l'avancement de sa proposition de loi.

Art. 64.

Le rapport fait sur une proposition de loi ayant pour conséquence une augmentation directe ou indirecte des dépenses publiques ou une diminution des recettes doit, s'il conclut à l'adoption de la proposition de loi,

indiquer les ressources ou les diminutions de dépenses permettant de couvrir la dépense ou la diminution de recettes devant résulter de l'adoption de la proposition de loi.

Art. 65.

(1) Sous réserve des dispositions du paragraphe 4 du présent article, un député a le droit de retirer une proposition de loi dont il est l'auteur. La Chambre est informée du retrait.

(2) Sous réserve des dispositions du paragraphe 4 du présent article, un groupe politique, un groupe technique ou une sensibilité politique a le droit de retirer une proposition de loi, si l'auteur n'est plus membre de la Chambre, à condition que l'auteur ait été membre de ce groupe politique, de ce groupe technique ou de cette sensibilité politique au moment du dépôt de la proposition de loi. La Chambre est informée du retrait.

(3) Sous réserve des dispositions du paragraphe 4 du présent article, la Chambre peut, sur proposition de la Conférence des Présidents, décider de retirer une proposition de loi, si l'auteur de la proposition de loi n'est plus membre de la Chambre et si le groupe politique, technique ou la sensibilité politique dont était membre l'auteur au moment du dépôt de la proposition de loi n'existe plus.

(4) Une proposition de loi ne peut être retirée du rôle après le premier vote constitutionnel.

(5) Un député peut reprendre une proposition de loi à son nom.

Art. 66.

Les propositions de loi que la Chambre n'a pas adoptées ne peuvent être réintroduites au cours d'une même session.

Article II.

À la suite du nouvel article 66 du Règlement, les articles du Règlement sont renumérotés et, par suite, une mise à jour des renvois des articles visés dans le Règlement est effectuée.

Doc. parl. 7786 ; sess. ord. 2020-2021.

